

**UNE
RÉPUBLIQUE
FORTE **UNE**
FRANCE
JUSTE**

**11 PROGRAMMES
TERRITORIAUX
POUR UN NOUVEAU
SOUFFLE
DANS LES OUTRE-MER**

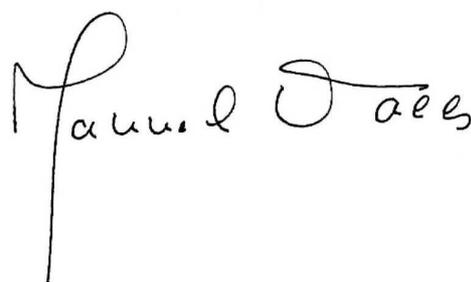
#Valls ■
■ 2017

La force des territoires

Lors du premier tour des primaires citoyennes une majorité des électeurs qui se sont déplacés aux urnes dans les outre-mer m'ont apporté leurs suffrages et je les en remercie.

Les outre-mer sont au cœur de mon projet présidentiel, que je veux solidement ancré dans les territoires, au plus près des citoyens, des forces économiques, sociales, et culturelles. J'ai donc souhaité présenter en complément de mes 35 propositions une série d'engagements pour chaque territoire.

Je veux, avec vous, à vos côtés, dans les outre-mer, contribuer au nouveau souffle dont notre pays a tant besoin.

A handwritten signature in black ink, reading "Emmanuel Macron". The signature is written in a cursive style, with the first name "Emmanuel" and the last name "Macron" clearly legible.

Guadeloupe



Sous ce quinquennat, le Président de la République a confié des fonctions ministérielles à des personnalités guadeloupéennes de grand talent, comme Victorin Lurel, George Paul-Langevin ou Hélène Geoffroy. Il en a été de même dans la fonction publique (corps préfectoral) ou la recherche universitaire (président du CNMHE). J'ai aussi nommé au poste de délégué interministériel à l'égalité des chances des Français d'outre-mer, mon ami, le grand champion de boxe Jean-Marc Mormeck. Leur bilan respectif est très positif. Le Gouvernement a soutenu et obtenu la reconnaissance du gwoka au patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Pour autant, comme dans l'ensemble des outre-mer, l'Etat doit rester pleinement engagé pour que la promesse d'égalité, c'est-à-dire une égalité réelle qui dépasse une simple égalité de droit, soit tenue. Concernant la Guadeloupe, je mettrai en œuvre les actions suivantes :

1/ Le Fonds d'intervention pour l'égalité réelle outre-mer interviendra prioritairement pour aider les collectivités locales à mettre à niveau les réseaux d'eau et d'assainissement ainsi que pour la mise aux normes parasismiques des bâtiments publics. Nous soutiendrons aussi l'installation du très haut débit. Les grands chantiers de l'île seront poursuivis. Je veillerai notamment à ce que le chantier de construction du CHU de Pointe-à-Pitre pour lequel le Gouvernement a réservé 590 millions d'euros se déroule selon le calendrier prévu et ne soit pas touché par les restrictions budgétaires. Je soutiendrai les actions tendant à réparer et prévenir les conséquences du Chlordécone.

2/ Je continuerai à aider les cultures traditionnelles comme la banane et la filière canne-sucre-rhum tout en favorisant le développement des filières de diversification. Dans ce but, je soutiendrai le projet de production de 100.000 tonnes de bananes en Guadeloupe et je défendrai les productions locales contre la concurrence déloyale de produits soi-disant « bio » venus de pays où l'agriculture est bien moins respectueuse de l'environnement et des hommes. J'augmenterai les contingents fiscaux des producteurs guadeloupéens de rhum.

3/ Pour donner une nouvelle impulsion économique au territoire guadeloupéen, je réunirai dès 2017 les professionnels guadeloupéens pour définir les priorités d'une zone franche adaptée et les modalités concrètes d'une simplification radicale des procédures de défiscalisation.

4/ Poursuivant la dynamique engagée par le Gouvernement, la continuité territoriale sera renouvelée pour mieux tenir compte des nouveaux besoins de la population mais aussi de la double insularité. Les bons de réduction du dispositif de continuité territoriale seront ainsi augmentés pour les habitants des îles du Sud.

5/ Par mon parcours et ma famille je suis très sensible à la promotion des cultures outre-mer et à la défense des artistes. Je proposerai à la région Guadeloupe un partenariat pour contribuer financièrement au fonctionnement du Mémorial ACTe.

Guyane



La Guyane est peut-être l'un des territoires de la République française qui connaît le plus fort dynamisme. Sa jeunesse, sa position géographique stratégique, sa biodiversité en font une richesse majeure pour notre pays. Mais le développement de la Guyane ne pourra pas se réaliser sans un engagement fort et massif de l'Etat dans la durée aux côtés de la collectivité territoriale de Guyane et des maires. Dans le prolongement du Pacte d'Avenir, dont je souhaite la signature à brève échéance, la loi sur l'égalité réelle outre-mer comporte des mesures très fortes qu'il faudra mettre en application.

1/ Je me suis rendu en Guyane en tant que Ministre de l'intérieur. Je mesure pleinement les enjeux en termes de sécurité et d'immigration auxquels les Guyanais doivent faire face. Je propose le recrutement de 1 000 policiers et gendarmes par an. La Guyane fera partie des territoires prioritaires et les forces de sécurité y bénéficieront de moyens matériels renforcés et adaptés à leurs missions pour la protection des populations et la lutte contre l'orpaillage illégal.

2/ Comme envisagé dans le Pacte d'Avenir, je mettrai en place un programme de cession de foncier à titre gratuit pour répondre aux besoins des collectivités. J'accompagnerai la CTG et les communes dans un plan d'urgence pour les constructions scolaires. Les bons de réduction du dispositif de continuité territoriale seront augmentés pour les habitants des communes non accessibles par la route.

3/ Sensible à un développement économique équilibré, j'autoriserai et accompagnerai une activité aurifère raisonnée, créatrice d'emplois pour les guyanais et génératrice de ressources publiques. Je favoriserai également une exploitation pétrolière respectueuse du littoral guyanais, compatible avec la pêche et distributrice de richesses.

4/ Je poursuivrai la nomination de personnalités issues de Guyane à des postes de responsabilité et favoriserai le retour des Guyanais sur le territoire.

5/ Les crédits en faveur du logement et de la santé en Guyane seront augmentés, notamment en direction des centres urbains et les communes de l'intérieur. Je veillerai à ce que le chantier de reconstruction de l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni d'un coût de 147 millions d'euros ne subisse pas de restriction budgétaire.

6/ J'adapterai les règles de financement des collectivités de Guyane pour tenir compte de leurs spécificités comme nous avons commencé à le faire dans la loi égalité réelle outre-mer à l'initiative de Georges Patient. Je m'engage aussi à accompagner favorablement les demandes d'habilitation que la CTG présentera pour adapter les règles ou les fixer dans un certain nombre de domaines où elle est le mieux placée que l'Etat produire le droit.

La Réunion



La Réunion est un territoire jeune, dynamique, porteur d'innovations. A la pointe dans le domaine des énergies renouvelables, il se distingue par une activité économique dense et une culture riche et diversifiée. C'est un modèle de « vivre-ensemble » pour le territoire national. J'ai pu en mesurer tous les atouts et potentiels lorsque je m'y suis rendu en juin 2015. J'ai eu la fierté de nommer Ericka Bareigts, première ministre réunionnaise de la République, qui a su rapidement démontrer la qualité de son travail d'abord en tant que secrétaire d'Etat puis en tant que ministre des Outre-mer. Elle porte avec détermination la loi égalité réelle, dont les nombreuses mesures sont autant d'avancées concrètes.

1/ Je poursuivrai une politique de l'emploi très active, d'abord dans le secteur privé en aidant les entreprises à embaucher mais aussi dans le secteur public en maintenant les contrats aidés et les effectifs de la Fonction Publique d'Etat à la Réunion ce qui permettra de faciliter le retour des originaires. Je créerai une antenne de la police judiciaire pour l'océan indien à La Réunion.

2/ Sous mon impulsion et celle d'Ericka Bareigts, la nomination de Réunionnais à des postes de responsabilité a progressé de manière spectaculaire et incontestable depuis 2014 (recteur, ambassadrice, directeur de la sécurité publique, directeur du CHU...). J'amplifierai ce mouvement en l'élargissant à d'autres fonctionnaires de catégories A.

3/ J'ai tenu la promesse du Président de la République d'allouer 38 millions d'euros supplémentaires à la filière canne-sucre afin de compenser la fin des quotas sucriers. Je continuerai de défendre avec énergie ce secteur essentiel pour La Réunion qui investira sur place pour créer des emplois locaux. Dans le même esprit, je soutiendrai les filières de diversification afin de garantir un développement équilibré de l'île.

4/ Les grandes infrastructures mises en chantier à La Réunion devront être préservées de toute restriction budgétaire. La Nouvelle Route du Littoral devra être achevée et le très beau projet de Nouvelle Entrée Ouest (NEO) impulsé par Gibert Annette, engagé rapidement avec le soutien de l'Etat afin d'éviter tout risque d'encombrement aux portes de Saint-Denis. Je veillerai à ce que le chantier de construction du pôle de santé Ouest d'un coût de 131 millions d'euros se déroule selon le calendrier prévu.

5/ Je développerai une ambitieuse politique touristique fondée sur les atouts indéniables dont dispose l'île. Pour cela, je favoriserai notamment la mise en place de formations touristiques et linguistiques à l'université. Personnellement engagé dans la prévention du « risque requins », je soutiendrai encore davantage toutes les initiatives pour sécuriser les lieux de sports nautiques. Je développerai l'offre culturelle de l'île par un soutien accru à la création locale.

6/ Poursuivant la dynamique initiée par la loi égalité réelle Outre-mer, je rénoverai la continuité territoriale pour mieux tenir compte des nouveaux besoins de la population notamment en favorisant le retour des Réunionnais sur leur territoire. Je développerai les échanges universitaires (ERASMUS Outre-mer), touristiques et commerciaux dans la zone Je travaillerai également à l'ouverture du ciel en instaurant plus de transparence dans le prix des billets d'avion.

Martinique



La Martinique – territoire doté de grandes richesses et de ressources - doit relever de nombreux défis dans les années à venir, notamment ceux du vieillissement de sa population, de l'emploi ou du retour de ses jeunes plein de talents, ou de la transformation de son modèle économique et social. Je veux construire un projet d'avenir pour la Martinique fondé sur des grandes priorités d'action.

1/ Face à la morosité économique et aux blocages de la commande publique qui frappent la Martinique, je relancerai une ambitieuse politique de construction et de rénovation d'infrastructures (mise aux normes antisismiques des bâtiments, transport...). Dans le même temps, je soutiendrai la redynamisation des centre-bourgs et le développement des activités nautiques par une politique de zonage fiscale et de duty-free adaptée au contexte régional (expérimentation d'une zone franche globale avec port franc). Pour faciliter la création d'entreprises, je faciliterai l'accès à l'immobilier d'entreprise notamment par la création d'une pépinière.

2/ Je soutiendrai la production de bananes qui structure l'économie agricole de la Martinique et dont il faut saluer la capacité d'innovation. Dans le même temps, je renforcerai le soutien à la diversification agricole et à l'économie bleue.

3/ L'avenir de la Martinique passe par sa jeunesse. Je m'engage à améliorer l'offre de formation et les débouchés pour les jeunes par des innovations en matière d'alternance et d'apprentissage, mais également en favorisant les échanges universitaires internationaux dans la zone. Je développerai le soutien aux migrations retour, renforcé par la loi égalité réelle Outre-mer, afin de permettre aux jeunes martiniquais qui le souhaitent de revenir sur leur territoire pour y apporter leur dynamisme, leurs talents et leurs projets d'avenir. Un programme erasmus caraïbes sera mis en place.

4/ Les cultures des outre-mer sont insuffisamment connues et promues. Je soutiendrai le projet de création d'un centre culturel et d'un conservatoire de musique à Fort-de-France.

5/ Sur la proposition du député Bruno-Nestor Azerot, en mémoire de Clarissa Jean-Philippe, décédée dans les circonstances tragiques que nous connaissons, je créerai une bourse de l'engagement citoyen pour aider les projets associatifs d'intérêt général.

6/ J'encouragerai l'utilisation de toutes les possibilités offertes par la loi sur l'action extérieure des collectivités territoriales, initiée par le député Serge Letchimy, afin de mieux associer la Martinique à l'exercice de notre diplomatie dans la zone des Caraïbes.

Mayotte



Face aux hésitations de certains, je rappellerai inlassablement que l'appartenance de Mayotte à la France est irréversible tout comme la départementalisation, car ces choix ont été l'expression d'une volonté démocratique forte et constante de la part des Mahorais. La départementalisation, comme l'a indiqué la Cour des Comptes, a été insuffisamment préparée et anticipée par la droite. Mayotte est le plus jeune département français. En pleine transition, ce département doit encore relever de nombreux défis.

Afin d'accélérer l'accès à l'égalité réelle pour toutes les Mahoraises et tous les Mahorais, j'ai tracé un nouvel horizon dans le document stratégique Mayotte 2025 que je suis venu signer sur place en juin 2015 comme Premier ministre. Lors de ce déplacement, j'ai pu mesurer toute la vitalité de ce territoire. La gauche a beaucoup fait pour Mayotte durant le quinquennat de François Hollande (RSA passé de 25% à 50% du niveau métropolitaine, sur-rémunération à 40% depuis le 1^{er} janvier 2017...). La loi égalité réelle outre-mer nous permettra d'aller encore plus loin en accélérant l'accès aux droits sociaux pour Mayotte, en allégeant la pression fiscale locale et en facilitant l'accès au foncier (grâce notamment au travail du sénateur Thani Mohamed Soihili). Je prends aussi les engagements suivants :

1/ Mayotte, c'est la France : je défendrai sans relâche l'appartenance de Mayotte à la République française sans jamais céder aux pressions internationales et j'affirmerai avec force notre souveraineté.

2/ La sécurité, la lutte contre la délinquance et l'immigration clandestine constituent mes priorités. Un développement harmonieux ne pourra avoir lieu sans retour à une situation apaisée. Mayotte fera donc partie des priorités d'affectation des 1 000 policiers et gendarmes supplémentaires que je recruterai chaque année sur le territoire national. Je ferai de Mayotte un territoire expérimental en matière de sécurité où de nouvelles méthodes et de nouveaux moyens techniques (drones) seront utilisés. Je lancerai la construction de brigades de gendarmerie à Chirongui et à Koungou.

3/ La convergence des prestations sociales se poursuivra dans le cadre fixé par Mayotte 2025. Je réunirai une grande conférence économique et sociale pour faire le point avec toutes les forces économiques et syndicales sur les chantiers de convergence à accélérer en priorité.

4/ Pour financer les équipements structurants, mon programme prévoit un fonds d'investissement pour l'égalité outre-mer doté d'un milliard d'euros sur le quinquennat. Mayotte sera particulièrement concernée par les priorités absolues que j'ai fixées à savoir : l'éducation, la gestion de l'eau et la santé.

5/ J'engagerai des consultations pour faire évoluer l'architecture institutionnelle de l'île en accord avec les élus.

Nouvelle-Calédonie



Au cours du prochain quinquennat, la Nouvelle-Calédonie, où je me suis rendu comme Premier ministre en avril 2015, connaîtra une phase décisive de son histoire. C'est en effet au plus tard en novembre 2018 que se tiendra la consultation pour l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. Dès lors le prochain Président de la République aura une responsabilité historique, celle d'accompagner les calédoniens pour réussir la sortie des accords Matignon-Nouméa et d'ouvrir un nouveau cycle. Pour cette période, je veux prendre cinq engagements majeurs :

1/ Respecter la parole donnée, dans le prolongement de la poignée de main historique entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur. Cela implique de respecter le choix que feront les calédoniens, et eux seuls, lors de la consultation. L'Etat devra bien sûr jouer un rôle essentiel pour que cette échéance démocratique majeure soit préparée avec la plus grande rigueur et la plus grande impartialité. Des solutions seront trouvées pour régler en amont toutes les difficultés concernant les listes électorales spéciales, dans la transparence et avec la présence d'observateurs de l'ONU. J'y veillerai personnellement.

2/ L'Etat continuera à soutenir le secteur du nickel et de l'industrie métallurgique en Nouvelle-Calédonie afin de préserver les emplois et les investissements sur le territoire par une politique active de l'Etat (défiscalisation, prêts directs, garantie d'emprunt pour la centrale à gaz pour réduire les pollutions industrielles dans le centre-ville de Nouméa). Les provinces et le gouvernement de Nouvelle-Calédonie seront associés très étroitement dans l'élaboration d'une stratégie nickel pour le territoire.

3/ La sécurité et la justice doivent demeurer des priorités. La mobilisation de l'Etat doit se renforcer pour accompagner les collectivités et les autorités coutumières dans la réussite du "destin commun". Mon programme national prévoit le recrutement de 1000 policiers et gendarmes par an. La Nouvelle-Calédonie fera partie des territoires prioritaires en matière de renfort d'effectifs et de matériels.

4/ Tout faire pour la Jeunesse : bâtir l'avenir de la Nouvelle-Calédonie impliquera que l'Etat soit au rendez-vous pour ne pas faire des outre-mer une variable d'ajustement des réductions budgétaires. Je m'engage à ce que les budgets consacrés à l'éducation et à la formation des cadres calédoniens (cadre avenir, université, enseignants...) soient sanctuarisés et que l'Etat soutienne financièrement la mise en place du service civique calédonien. Les différences culturelles doivent être prises en compte et expliquées. La valorisation des langues maternelles dans le premier cycle est un atout.

5/ Je poursuivrai l'insertion de la Nouvelle-Calédonie dans son environnement régional et favoriser sa présence dans les organisations internationales. Je souhaite que la Nouvelle-Calédonie prenne toute sa place dans une diplomatie océanienne ambitieuse.

6/ Participer à la protection du 2ème plus grand lagon du monde et à l'endémisme régional en favorisant les projets de recherche sur cette particularité.

Polynésie française



En tant que Premier ministre j'ai travaillé à renouer des relations apaisées avec l'ensemble des responsables politiques de Polynésie française. La Polynésie française a retrouvé la stabilité politique et institutionnelle nécessaire à son développement.

Dans le prolongement de la visite officielle effectuée par le Président de la République, François Hollande en février 2016, j'ai œuvré pour reconnaître et dépasser le passé marqué par les essais nucléaires. Il s'agit maintenant d'accompagner la Polynésie française sur le chemin de la prospérité et de son épanouissement.

1/ Je confirmerai pour l'avenir le soutien de 12 millions d'euros par an apporté par l'Etat, sous mon autorité, au régime de solidarité territoriale que la droite avait supprimée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy et François Fillon. Je sanctuarisai à son niveau de 2017, la dotation globale d'autonomie dotée de 90,5 millions d'euros par an.

2/ L'indemnisation des victimes des essais nucléaires a suscité beaucoup d'espoirs. La modification du seuil d'indemnisation à 0,3% constitue une avancée significative, que je me propose d'approfondir en fonction du nombre de dossiers que cela aura permis de couvrir. Je soutiendrai la construction d'un Institut de mémoire et de recherche et le renforcement du service d'oncologie du centre hospitalier de Polynésie française par des investissements dans des équipements modernes à hauteur de 6 millions d'euros sur 3 ans.

3/ Je poursuivrai la mise en place d'un équivalent Fonds Vert pour la Polynésie française afin de favoriser la transition énergétique et le développement durable sur tout le territoire.

4/ J'associerai le gouvernement de la Polynésie française à une ambitieuse diplomatie océanienne.

5/ Je soutiendrai la promotion des cultures polynésiennes (construction d'un centre culturel à Papeete, soutien technique et financier au Musée de Taputapuatea, classement des Marquises à l'UNESCO).

6/ J'engagerai des consultations pour une évolution institutionnelle allant vers une plus grande autonomie de la Polynésie française.

Saint-Barthélemy et Saint-Martin

Je regrette que les primaires citoyennes n'aient pas pu être organisées dans ces deux collectivités d'outre-mer. Elles font cependant pleinement partie de la République et méritent à ce titre l'attention de tous les candidats.

Assurer la pérennité du développement de Saint-Barthélemy

Le développement économique et touristique de Saint-Barthélemy basé sur un modèle ciblant une clientèle haut de gamme doit être préservé par un partenariat intelligent entre l'Etat et la collectivité. Je m'engage à ce que la convention fiscale prévue par la loi organique statutaire de la collectivité soit signée par l'Etat et ratifiée par le Parlement. Elle permettra ainsi de résoudre certaines situations personnelles compliquées et de lutter contre la fraude fiscale par une coopération approfondie.

Accompagner Saint-Martin face aux enjeux liés à sa situation particulière

L'absence de frontière physique avec la partie néerlandaise a des conséquences économiques et sociales importantes. Les politiques mises en place sur les deux parties de l'île ont longtemps été freinées par les règles propres à chacun des pays. L'autonomie de Saint-Martin et la disparition de la Fédération des Antilles néerlandaises ont ouvert la voie à des évolutions qu'il faut approfondir. Concrètement, je défendrai les axes de progrès pour Saint-Martin :

1/ Renforcer les moyens de lutte de prévention contre la délinquance, en augmentant significativement les mesures éducatives et préventives dans les quartiers par l'installation au sein des quartiers de médiateurs locaux et de travailleurs sociaux.

2/ Pour une alliance objective avec Sint-Maarten : régler la question d'Oyster Pond en mettant en place un conseil bipartite. Je compte ainsi proposer l'instauration d'un « conseil des sages » commun aux deux parties de l'île, composée de personnalités locales reconnues.

3/ Doter l'île d'une plus grande autonomie et une pleine reconnaissance des possibilités tirées de l'article 74. Il s'agit de renforcer et d'adapter les mesures protectrices environnementales en laissant la collectivité pleinement maîtresse de la question mais de l'aider à développer un tourisme durable.

4/ Je proposerai un contrat de développement majorant le contrat de ville pour Marigot, une rénovation du réseau routier sur les 5 prochaines années et davantage d'investissements dans un enseignement tenant compte des particularités de l'île.

5/ J'accompagnerai la collectivité dans les efforts entrepris pour maîtriser les dépenses de RSA.

Saint-Pierre et Miquelon

La France est présente en Amérique du Nord grâce à Saint-Pierre et Miquelon. Notre potentiel est grand, il s'agit donc d'être ambitieux tout en restant réalistes. Je souhaite aller plus loin dans les cinq prochaines années et faire de Saint-Pierre et Miquelon une terre d'avenir qui développe ses potentiels et se renforce autour de nouvelles perspectives économiques. Cette réflexion stratégique basée sur un renouveau économique, éducatif et technologique se fonde sur les propositions suivantes :

1/ Rendre possible une liaison aérienne directe avec l'hexagone ou avec une courte escale nord-atlantique (Islande, Irlande...) afin de permettre notamment de faire de Saint-Pierre et Miquelon une tête de ligne pour les croisiéristes arctiques et nord-américains.

2/ Assurer la pérennisation des dispositifs de compensation aux entreprises locales pour les réformes susceptibles de renchérir le coût du travail sur l'archipel et reprendre la réflexion pour une simplification du schéma institutionnel.

3/ Lancer "Ambition SPM", un programme de projection économique conduit conjointement par l'Etat, les entreprises et la Collectivité Territoriale de Saint-Pierre et Miquelon. Ce programme consisterait en l'organisation de missions économiques bilatérales dans les Etats susceptibles d'investir sur l'archipel et de créer des coopérations économiques ou scientifiques nouvelles (Maine, Québec, Nunavut, Islande, Groenland). Inclure pleinement Saint-Pierre et Miquelon dans la Feuille de Route Nationale sur l'Arctique et toutes les instances qui y sont liées. Porter auprès de l'Union Européenne la création d'une Politique européenne de voisinage "nord-ouest" afin de faire du territoire un véritable pont entre la zone Euro et l'Amérique.

4/ Soutenir le développement des filières agricole et aquacole, afin de réduire la dépendance de l'archipel en importation de produits frais et transformés et de créer de nouvelles perspectives d'emplois non-délocalisables et génératrices de revenus.

5/ Valoriser l'expertise maritime de l'archipel par des liens avec des universités en France, au Québec et à l'étranger afin d'offrir des formations universitaires qualifiantes, de faire émerger une pépinière d'entreprises dédiée aux innovations maritimes transversales (télécommunications, navigation autonome, intelligence artificielle, énergies nouvelles, motorisation hydrogène, agricultures nouvelles, aquaculture...).

6/ Sur les infrastructures, il conviendra de mettre à niveau les réseaux et infrastructures routières et de prendre les mesures nécessaires afin de contenir l'érosion et limiter autant que possible, le recul du trait de côte.

Iles Wallis-et-Futuna



Je regrette que les primaires citoyennes n'aient pas pu être organisées dans ces deux îles car les enjeux y sont nombreux. Mon enjeu principal pour les îles Wallis-et-Futuna est de stopper leur déclin démographique et retrouver des leviers pour son développement. La diminution de la natalité et l'importance de l'émigration constituent des défis majeurs à relever. Wallis-et-Futuna est aussi le seul territoire de la République où l'espérance de vie a reculé. En tant que Premier ministre, je suis fier d'avoir permis une forte baisse du prix de l'électricité grâce à l'extension au territoire du mécanisme de solidarité nationale. Sous mon autorité, la dette de l'Agence de Santé à l'égard de la Nouvelle-Calédonie a été effacée et l'accès des jeunes Wallisiens et Futuniens au Service militaire adapté (SMA) a été facilité.

1/ L'avenir de l'archipel passe d'abord par la mise en place d'une desserte aérienne plus régulière avec Fidji mais aussi entre Wallis-et-Futuna. Je m'engage à soutenir un scénario de modernisation des équipements sur les deux îles qui permettra de répondre aux attentes légitimes et aux enjeux de développement du tourisme.

2/ L'avenir de Wallis-et-Futuna passe aussi par le désenclavement numérique. En septembre 2016, un accord a été signé permettant le raccordement de Wallis et Futuna au futur câble sous-marin qui reliera Samoa et les Fidji. L'Etat apportera les financements nécessaires à la réalisation de ce raccordement.

3/ Je demanderai à ce qu'un dialogue apaisé, respectueux de la coutume, puisse s'engager pour évaluer l'opportunité d'une modernisation du statut qui permettrait à la collectivité d'assurer son propre exécutif.

4/ Pour favoriser la transition énergétique, je poursuivrai la mise en place d'un équivalent Fonds Vert pour Wallis-et-Futuna.

* * *